

Unité départementale Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

Rouen, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

Lieu-dit Les sablons
76530 YVILLE SUR SEINE

Références : UDRD.2023.05.ET.256.CH.BrJ
Code AIOT : 0005801394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2023 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a eu lieu dans le contexte de l'instruction du porter à connaissance déposé par CBN pour transférer une partie de l'autorisation de la carrière "le Marais" (à l'Ouest de la RD45) vers la carrière "Les Sablons" (à l'Est de la RD45), pour vérifier un certain nombre de points concernant la rédaction de l'arrêté d'autorisation. Il a été tiré parti de ce déplacement sur site pour refaire un contrôle par sondage des modalités d'admission des matériaux de remblai.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 Yville-sur-Seine
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Une partie du site fait l'objet de remblayage avec des matériaux, dont certains proviennent d'Ile de France.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- visualisation de quelques points relatifs à l'installation de traitement des matériaux,
- contrôle par sondage d'un apport de terre de remblais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Eau installation de traitement	Arrêté Préfectoral du 02/05/1983, article 1.4	/	Sans objet
2	Procédure d'acceptation préalable des terres de remblais	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'aspiration et le refoulement de l'eau utilisée dans l'installation de traitement sont localisés conformément à l'arrêté d'autorisation du 2 mai 1983.

Le contrôle par sondage sur la qualité des matériaux de remblayage ne met pas en évidence de non-conformité. Le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) devra, à compter du mois de mai, comporter les origine géographiques de chaque chantier d'origine des terres, et être complété a posteriori, concernant les terres reçues depuis janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eau installation de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/05/1983, article 1.4
Thème(s) : Autre, Eau installation de traitement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux de lavage ne seront pompées dans le lac situé au Nord du chemin d'accès qu'avec l'autorisation du propriétaire du plan d'eau. Les eaux seront décantées dans des bassins créés dans le plan d'eau sud, de telle sorte que les eaux de surverse rejetées dans le plan d'eau aient une teneur en MES inférieure à 500 mg/l. La cote des digues des bassins devra être au minimum de 5,20 mNGF
Constats : Le pompage des eaux utilisées dans l'installation de lavage est bien réalisé dans le lac au Nord de la rue Christine, par une pompe d'une capacité de 300 m ³ /h. L'exploitant indique que le débit est ajusté par une vanne en entrée d'installation (vanne constatée ouverte en grand, installation à l'arrêt). Un compteur est approvisionné mais non encore installé, pour mesurer le débit pompé. Après passage dans le crible laveur et un essoreur, l'eau est dirigée vers le plan d'eau situé au sud de la rue Christine par une pompe de relevage, et rejetée dans le plan d'eau, en bordure de la roselière existante (déplacement de point de rejet au fur et à mesure de l'envasement du fond du plan d'eau). Une autre pompe aspire l'eau dans le plan d'eau sud, pour utilisation dans l'installation de malaxage (fabrication de grave ciment à la demande, production d'environ 5 000 t/an)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Procédure d'acceptation préalable des terres de remblais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure d'acceptation préalable des terres de remblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'utiliser ces déchets pour le remblayage de la carrière. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, notamment dans le cadre de la procédure d'acceptation préalable, que les déchets figurent dans la liste des déchets précisée à l'article 8.4.6.5 du présent arrêté et respectent les exigences suivantes :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">◦ les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 et présentant une sur-concentration d'origine naturelle pour un ou plusieurs paramètres listés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (caractérisés « TN+ ») respectent les valeurs limites des paramètres définis dans la colonne relative aux terres « TN+ » des tableaux n° 2 et 3 ci-après ; <p>[...]</p> <p>Pour les déchets non-dangereux inertes autorisés à l'article 8.4.6.5 provenant de sites contaminés et pour les déchets dit « TN+ », l'acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant des déchets portant sur un échantillon représentatif du déchet, et consistant en un essai de lixiviation et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans les tableaux n° 2 et 3 ci-après.</p>
<p>Constats : L'exploitant indique avoir reçu un seul lot de terres "TN+" en 2023. Les documents d'acceptation préalables de ce lot mentionnent effectivement que les terres proviennent de site contaminé. Les analyses fournies à l'appui de la demande d'admission préalable mentionnent effectivement une fraction soluble de 16 000 mg/kg.MS, et une teneur en sulfates de 10 000 mg/kg.MS, valeurs qui respectent les seuils fixés dans le tableau 2 de l'arrêté préfectoral (32 000 mg/kg.MS pour la fraction soluble, et 18 600 mg/kg.MS pour les sulfates) Les documents de traçabilité indiquent que ce lot de 600 tonnes de terres est enfoui en zone 1b de la carrière "les Sablons", hors d'eau.</p> <p>Le lot provenant d'un centre de regroupement, l'exploitant ne dispose que des coordonnées GPS du centre de regroupement.</p> <p>Observation n° 1 : l'attention de l'exploitant est appelée sur le fait que, à compter du mois de mai 2023, le registre national des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS) devra, pour un tel lot, comporter les origine géographiques de chaque chantier d'origine des terres. Le registre devra par ailleurs être complété (a posteriori) avec la traçabilité des terres reçues depuis le 1^{er} janvier 2023</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet